Nº 3/ du Jugement	Du Jendi 7 Avne 1900.
No du Parquet	A l'audience publique du Tribunal de première instance, séant à Chaleculin
	du Jendi L'Arne mil neuf cent disc tenue pour les affaires de police correctionnelle, par MM. Beniers La Tosse pure Duyen
Le Ministère public	If for se trensent auxhein et flow du tatulaire emfècle
pes Herle en	En présence de MM. L'icard L'internal de l'internal de l'icard
Paul	Procureur de la République, et Joseph Greffier, a été rendu le Jugement
	ci-après: Entre M. le Procureur de la République, demandeur suivant exploit de Markellies
	huissier à Carbaix en date du L'Avril 1915. visé pour
Nature du délit :	timbre et enregistré, d'une part;
xervire illigal	sam profession, demension à Carbaix, file de you es de
a sela	marie-/ parere Laurance 38 aus nei le 28 Avil 1832 à Kermore
Merecine	en gringang -
	It de Merle Marie Melanne Vous hitans
Condamnation,	Tille de Jean Marie et de mone grund jung amp) Trè le 90 x le 1867 à Il Laurent (ant de Guergamp) San profession à Carhain,
Amende.	san profession à Carhain,
	Justime D'enercia illigal de la Mésocine
	pesento
	d'autre part ;
	A l'appel de la cause, M. le Procureur de la République, a exposé que, par l'exploit sus énoncé, il avait fait citer les speceuses à comparaître pardevant le tribunal, à l'audience de la sont de la
	pour se défendre en raison de la prévention ci-dessus indiquée
	Puis, le Greffier a fait lecture d'en procès-verba l'aressé à la charge des dits prévenue le U ferrir 1910 for le hersecleur de la le Crigade mobile de
1-6	mant el sepoui-resbana reguliero se gendarmerie
	Ensuite, il a été procède à l'audition, hors la présence l un d autre, d témoin produit par le ministère public ; avant de déposer, l dit témoin
	fait serment de dire toute la vérité, rien que la vérité;
	il dit parent allié domestique d prévenu;
	Et le prévenue ou élé interrogé. Le Greffier a tenu note des déclarations d: témoin et des réponses de prévenue. Le Ministère public a résumé l'affaire et requis, contre le prévenue l'application
	de la loi. — L's prévenus et les défenseur me Lafolie la moyens de défense
	Puis, le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, a statué en ces termes.
	for le hespeleurs velle je brigase supolice mobile se
	Manto es se prois restaur le gensurmère, la prece-
	· 10 Charlenin Delesis Travers de
	3 ans et notantment le 19 ferrier 1920, les prisonnes

medicine. attendo que ce fait constitue for l'article 16 en l'article /18 relator du 30 gla 1892 -Pares motif Vu l'article 463 du Core Pennel Le Embunde déclare les présennes compables des velits 1. la reve Merle nie gonsovone lew en reproché ch fes condanine 2. la Ferre Par à la sorture de cinq cents franco d'amende, nei Lekerle à cinquente Jukus D'amende et en a que concerne cette Dermiele seulement Il attendu qu'il n'a subi jusqu'à présent aucune condamnation pour crime ou délit de droit commun : Dit qu'il sera sursis à l'exécution de la peine dans les conditions énoncées en la loi du 26 mars 1891. Enregisirement M. le Président a averti la condamné qu'en cas de nouvelle condamnation dans les conditions de l'article 1er de la même loi, la peine qui vient d'être prononcée sera exécutée sans confusion possible avec celle qui serait ultérieurement prononcée et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes de l'article 57 et 58 du code pénal. Lea condamne, en outre, far com etsist hige's au remboursement des frais liquidés à francs pour droit de poste. en ce hon compris Le Prote setimbre, O Enrey on D'estraits Fixe, quant à l'amende et au paiement des frais envers l'État, la durée de la contrainte par corps à le summent Le tout, par application des articles 16.18 lur. 30 ghe 1892 463 463, 52, 55 du Code pénal, 15 Con 26 Mars 1841 194 du code d'instruction criminelle, 2 de la loi du 22 juillet 1867, dont lecture a été faite par M. le Président, qui sont ainsi conçus: Art. 1° loi du 26 mars 1891. — En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, si l'inoulpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime et délit de droit commun, les cours ou tribunaux peuvent ordonner, par le même jugement et par décision motivée qu'il sera sursis à l'exècution de la peine.

Si, pendant le délai de cinq ans à dater du jugement ou de l'arrêt, le condamné n'a encouru aucune poursuite suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit commun, la condamnation sera comme non avenue.

Dans le cas contraire, la première peine sera d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde.

Art. 3. — Le président de la cour ou du tribunal doit, après avoir prononcé la suspension, avertir le condamné qu'en cas de nouvelles condamnations dans les conditions de l'article 1°, la première peine sera exécutée sans confusion possible avec la seconde et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes des articles 57 et 58 du Code pénal. art. 18 loi 30 you 1897 - Juinneyne enerce ellegelement mideline en pum d'une amente. Delvo i soo D'un amende de lova 1000 Let Q'un engle de on del'une de ces 2 peires seule Détail des Frais. Art. 58 du Code pénal. — Il en sera de même (c'est-à-dire qu'ils seront condamnés au maximum de la peine portée par la loi et que cette peine pourra être élevée jusqu'au double) pour les condamnés à un emprisonnement de plus d'une année pour délit qui, dans le même délai, (c'est-à-dire de cinq années après l'expiration de cette peine ou sa prescription) seraient reconnus coupables du même délit, ou d'un crime devant être puni de l'emprisonnement. T. et enr.du pr.-verbal. devant être puni de l'emprisonnement.

Ceux qui, ayant été antérieurement condamnés à une peine d'emprisonnement de moindre durée, commettraient le même délit dans les mêmes conditions de temps, seront condamnés à une peine d'emprisonnement qui ne pourra être inférieure au double de celle précédemment prononcée, sans toutefois qu'elle puisse dépasser le double du maximum de la peine encourue.

Les délits de vol, escroquerie et abus de confiance seront considérés comme étant, au point de vue de la récidive, un même délit.

Il en sera de même des délits de vagabondage et de mendicité.

Art. 463 du Code némal. — Dans tous les cas où la neine de l'emprisonnement et celle de l'em Coût de citation à tém. Id. - - à prév. Notification de mandats de comparution . . . Art. 463 du Code pénal. — Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours, et l'amende même au-dessous de siz jours, et l'amende même au-dessous de siz francs; ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucnn cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police. — Dans le cas où l'amende est substituée à l'emprisonnement, si la peine de l'emprisonnement est seule prononcée par l'article dont il est fait application, le maximum de cette amende sera de 3,000 francs. Id. - de dépôt. Id. - - d'arrêt. . l'axe de témoins Id. d'experts Art. 52 du Code pénal. — L'exécution des condamnations à l'amende, aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais, pourra être poursuivie par la voie de la contrainte par corps. Fransport de prévenus . Id. de pièces à convict. Art. 55. — Tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit, seront tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais. Indemnités de transp. . Art. 194 du Code d'Instruction criminelle. — Tout jugement de condamnation rendu contre le prévenu et contre les personnes civilement responsables du délit, ou contre la partie civile, les condamners aux frais même envers la partie publique. Les frais seront liquidés par le même jugement.

Art. 2 de la loi du 22 juillet 1867. — La contrainte par corps est maintenue en matière criminelle, correctionnelle et de simple police. Bulleting nos 1 et 2. . . Duplicata du bull, nº 1. Extrait pour le ministère public En foi de quoi le présent jugement a été signé par les juges qui l'ont rendu et par le Greffier, les jours, Timb. de la min. du jug. Enreg. - - -Hourson mois et an susdits Extrait dureg. des cond. Borderaau d'envoi . . . Famound Aczich la Foste TOTAL